

## Combattre la pauvreté et les inégalités

Les recherches de l'UNRISD mettent en lumière trois éléments essentiels d'une stratégie pour un développement durable et solidaire: une croissance économique soutenue et des changements structurels qui créent des emplois et permettent à la grande majorité d'augmenter ses revenus; une politique sociale globale fondée sur des droits universels; des citoyens militants et des mécanismes politiques qui garantissent que l'État réponde aux besoins de tous.

### Le problème

La réduction de la pauvreté tient une place centrale dans la politique de développement international. Au Sommet du Millénaire, les leaders mondiaux se sont entendus sur un certain nombre d'objectifs clés du développement social dans le but de faire sensiblement reculer la pauvreté d'ici à 2015. Comment est-il alors possible que la pauvreté persiste quand le souci de la réduire tient une telle place dans les préoccupations politiques?

### Résultats des recherches

Contrairement à ce qu'ont fait les pays qui ont réussi au cours de leur histoire à réduire la pauvreté et les inégalités, aujourd'hui la réduction de la pauvreté repose sur des stratégies qui "ciblent les pauvres". Or, des dimensions institutionnelles et politiques clés, qui peuvent à la fois être à l'origine de la pauvreté et des inégalités et faire obstacle à leur recul, échappent souvent à de telles démarches. Les recherches de l'UNRISD montrent en effet que les États qui ont enregistré des progrès l'ont principalement dû à des stratégies alliant des objectifs de développement économique à des politiques sociales actives de manière à les rendre complémentaires. Elles concluent aussi que les résultats obtenus dans la lutte contre la pauvreté viennent de l'interaction complexe d'idées,

d'institutions, de politiques et de pratiques et de l'interpénétration du social, de l'économique et du politique.

Il ressort des recherches qu'un développement durable et solidaire dépend essentiellement des éléments suivants:

- **des modes de croissance et des changements structurels** (dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire) qui créent et maintiennent en place des emplois suffisamment rémunérés et accessibles à tous, sans discrimination de revenu ou de classe sociale, de sexe, d'ethnie ou de lieu;
- **une politique sociale globale** fondée sur des droits universels et qui favorise les changements structurels, la cohésion sociale et la démocratie en politique; et
- **la protection des droits civils, un militantisme citoyen et des mécanismes politiques** conçus pour s'assurer que les États répondent aux besoins des citoyens et que les pauvres ont leur mot à dire sur le mode de définition des politiques.

### Leçons pour les politiques

- **La croissance économique a son importance mais ne réduit pas nécessairement à elle seule la pauvreté et les inégalités.** L'emploi est un moyen non négligeable de distribuer dans toute une

#### Recherches de l'UNRISD sur la réduction de la pauvreté (2006–2010)

Les recherches de l'UNRISD s'inscrivent dans le débat actuel sur les politiques de réduction de la pauvreté vues sous l'angle de la politique de développement et de la politique sociale. Elles ont porté sur diverses approches contemporaines de la réduction de la pauvreté, dégagé les dimensions institutionnelles et politiques qui ne sont pas prises en compte dans les stratégies actuelles et examiné les contradictions, complémentarités et synergies entre divers éléments des "régimes politiques", notamment les politiques sociales, macroéconomiques et celles de l'emploi, les institutions politiques et les organes de surveillance.

Les recherches ont comporté deux catégories d'activités. Les premières, dans le cadre du projet *Réduction de la pauvreté et régimes politiques*, ont consisté en études de cas approfondies de l'Afrique du Sud, du Botswana, du Brésil, du Costa Rica, de l'Inde, du Kenya, de la Malaisie et de la province chinoise de Taiwan, auxquelles se sont ajoutés des rapports généraux sur la Chine, la Finlande, l'Irlande, la République de Corée, le Mozambique, Singapour, Sri Lanka, le Viet Nam et l'ancienne Union soviétique.

Les secondes ont consisté à établir le prochain rapport phare de l'UNRISD, *Combattre la pauvreté et les inégalités*, paru en septembre 2010. Ce rapport tire sa substance des études de cas et des rapports généraux, de 41 documents thématiques commandés spécialement et des recherches de tous les programmes de l'UNRISD.

Pour la documentation et des lectures complémentaires, se rendre sur le site [www.unrisd.org/poverty](http://www.unrisd.org/poverty)

population les revenus supplémentaires générés par la croissance. Là où l'on a réussi à faire reculer la pauvreté de manière durable, les gouvernements ont eu recours à des politiques d'intervention pour faciliter la transformation des structures de l'économie nationale et les recentrer sur l'emploi. Ils ont beaucoup investi dans l'infrastructure, alimenté en crédits des activités productives spécifiques et appliqué des politiques industrielles et agricoles, ainsi que des politiques sociales propres à améliorer le niveau de compétences et la protection sociale de la population.

- **L'égalité et la redistribution ont leur importance dans la lutte contre la pauvreté.** Les OMD et les DSRP ne visent pas directement les inégalités. On part souvent de l'hypothèse que la pauvreté absolue ou le niveau de revenu a plus d'importance que la distribution. Cependant il est difficile, en présence de fortes inégalités, de faire reculer la pauvreté même lorsque l'économie croît, et les inégalités sont généralement plus marquées dans les pays pauvres que dans les pays riches. La pauvreté et les inégalités font partie du même problème. Les inégalités se manifestent entre les classes et les catégories de revenu, les sexes et les ethnies, mais aussi dans diverses dimensions telles que l'emploi, la rémunération et l'accès aux services sociaux. Des arguments de poids plaident en faveur de politiques de redistribution qui agissent sur ces dimensions-là du problème de la pauvreté.
- **La politique sociale fait partie intégrante des stratégies de développement des pays qui ont réussi assez vite à transformer leur économie et à faire reculer la pauvreté.** Un certain nombre de politiques sociales sont à la portée de pays à revenu assez bas et réalisables chez eux. Pour que la politique sociale soit efficace (en tant qu'instrument transformateur) contre la pauvreté et les inégalités, elle doit aller au-delà de son rôle de filet de sécurité et s'attaquer aux questions plus larges de politique publique que sont la distribution, la protection, la production et la reproduction. Les pays qui ont lutté avec succès contre la pauvreté ont eu tendance à beaucoup investir dans l'éducation et le développement des compétences, ainsi que dans la santé et la protection sociale. Les politiques sociales doivent aussi prendre en considération le travail non rémunéré qui est fourni pour faire vivre les familles, les ménages et les sociétés, en investissant dans l'infrastructure et les services de base et en réduisant ainsi les activités de soins et d'assistance non rémunérées qui sont dans une large mesure assumées par les femmes.

- **Pour lutter efficacement contre la pauvreté, il faut reconnaître les liens entre politiques et institutions dans les domaines du social, de l'économique et du politique.** Le recul de la pauvreté dépend non seulement de la justesse des politiques économiques mais aussi de l'application de politiques sociales appropriées et de la place qu'occupent les intérêts des pauvres dans la politique publique. De même, la cohérence des politiques ne s'entend pas uniquement en tant qu'une mise en œuvre et une coordination efficaces des politiques menées. Pour profiter des synergies potentielles entre elles, il faut concevoir avec soin les politiques économiques et sociales et s'appuyer sur des coalitions assez puissantes pour pouvoir les appliquer.
- **La dimension politique a aussi son importance lorsqu'il s'agit de faire reculer la pauvreté.** La protection des droits civils, des citoyens actifs et organisés, le bon fonctionnement et la représentativité des partis politiques et un État efficace animé d'une volonté de redistribution, tous ces facteurs jouent un rôle dans un effort soutenu pour faire reculer la pauvreté. Le cadre participatif des DSRP (dans lequel "consultation" ne va pas forcément de pair avec le pouvoir d'amener des changements véritables) est d'une efficacité limitée lorsque ces conditions ne sont pas réunies. Les stratégies de réduction de la pauvreté et des inégalités supposent des droits institutionnalisés comme celui des citoyens de s'organiser et de contester les politiques publiques en qualité d'acteurs autonomes; des partis politiques qui s'inscrivent dans de larges coalitions sociales; des pactes sociaux qui donnent à un large éventail de groupes la possibilité de s'exprimer et d'infléchir les politiques de développement et leurs résultats; et une démocratie dans laquelle la concurrence est assez forte pour permettre l'alternance au pouvoir et empêcher les partis au pouvoir de se reposer sur leurs lauriers.
- **Il n'est pas de moyen unique de réduire la pauvreté.** Loin de suivre des prescriptions dictées par le marché, la plupart des pays qui ont réussi à faire reculer la pauvreté ont adopté des politiques hétérodoxes en fonction de leur situation propre. Il faut laisser aux pays et aux peuples une marge de manœuvre suffisante pour qu'ils puissent adopter des modèles de développement différents, construits autour des moyens d'existence et de la sécurité alimentaire, de la réforme agraire, des droits culturels, de l'équité entre les sexes, de la politique sociale et de la démocratie associative.

**Les Synthèses de l'UNRISD sur les recherches et politiques visent à améliorer la qualité du dialogue sur le développement.** Elles replacent les recherches de l'Institut dans le cadre général des débats sur le développement social, font la synthèse des résultats et attirent l'attention sur des questions à prendre en considération dans le processus décisionnel. Elles fournissent ces informations sous une forme condensée qui devrait être utile notamment aux décideurs politiques, aux universitaires, aux militants et aux journalistes.

Ces recherches ont été financées par l'Agence suédoise d'aide au développement international (Sida), le Ministère finlandais des affaires étrangères et le budget général de l'UNRISD, auquel contribuent les gouvernements de l'Afrique du Sud, du Danemark, de la Finlande, du Mexique, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse. Téléchargez gratuitement cette publication à partir de l'adresse suivante: [www.unrisd.org/publications/rpb10f](http://www.unrisd.org/publications/rpb10f).

Copyright ©UNRISD. De brefs extraits de cette publication peuvent être reproduits en l'état sans autorisation, à condition d'en indiquer la source. Pour obtenir des droits de reproduction ou de traduction, adresser sa demande à l'UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse, qui y accédera bien volontiers.



**UNRISD**  
INSTITUT DE RECHERCHE  
DES NATIONS UNIES POUR  
LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) est une institution autonome qui encourage les recherches sur des questions sociales d'actualité touchant au développement. Ses études multidisciplinaires sont réalisées en collaboration avec le vaste réseau d'universitaires et d'instituts de recherche qu'il s'est constitué, principalement dans les pays en développement.

Pour de plus amples informations sur l'Institut, s'adresser à l'UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse; téléphone 41 (0)22 9173020, fax 41 (0)22 9170650, [info@unrisd.org](mailto:info@unrisd.org), [www.unrisd.org](http://www.unrisd.org).